



Blocus du Mali : acte ignoble contre le peuple malien !

Les sanctions économiques et financières contre le Mali annoncées par la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) début janvier signifient un blocus qui pèsera durement sur la population malienne. Cette politique qui consiste à aggraver les conditions de vie des populations d'un Etat dans le but de créer le chaos et déstabiliser le régime en place, est profondément réactionnaire. En bloquant les flux financiers entre le Mali et les autres Etats, ce sont les échanges des produits de consommation nécessaires aux populations, qui sont gravement frappées.

Si ce sont les dirigeants des Etats de la CEDEAO – à l'exception des représentants du gouvernement malien et guinéen - qui ont pris cette décision, ils l'ont fait parce que les dirigeants de l'impérialisme français, de l'UE, des USA, veulent sanctionner le régime malien pour avoir fait appel à des forces militaires russes, et pour ne pas se plier aux injonctions d'organiser des élections en février. En sous-traitant leur politique d'ingérence et de domination aux dirigeants de la CEDEAO, qui se sont exécutés, ils montrent à quel point ils méprisent les peuples d'Afrique et considèrent les pays comme leur « chasse gardée ».

Les déclarations sur le « respect de la démocratie » assimilée à l'organisation d'élections – dans un pays ravagé par une guerre qui fait des milliers de victimes et des millions de « déplacés » - sont cyniques. Les populations du Mali et des autres pays du Sahel sont prises en otages entre les groupes djihadistes qui sèment la terreur, et les forces militaires des puissances impérialistes, à commencer par l'impérialisme français.

Après neuf ans de « guerre contre les terroristes » au Mali, les groupes djihadistes n'ont pas cessé de semer le chaos, de tuer des dizaines de personnes et d'étendre leur zone d'action.

Nous dénonçons ce blocus et réaffirmons notre position : retrait des troupes françaises du Mali et du Sahel.

C'est au peuple malien de décider de son avenir, ce qui ne peut se faire que si toutes les troupes étrangères quittent le pays et que cessent les pressions impérialistes

Paris, 19 janvier 2022

Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net – pcof@pcof.net – facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/